



**STRATÉGIE
2025-2028**

Pakistan

SOMMAIRE

LES PARADOXES PAKISTANAIS	3
1.1 Carrefour politique au bord de l'Indopacifique	3
1.2 Un potentiel démographique insuffisamment exploité.....	4
1.3 Des crises économiques cycliques.....	7
1.4 Horizon après les inondations de 2022.....	8
BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-À-VIS DE LA FRANCE	9
2.1. Besoins de financement et positionnement des bailleurs de fonds.....	9
2.2. Une relation bilatérale en reprise.....	11
2.3. Positionnement du groupe AFD.....	12
LA STRATEGIE DU GROUPE AFD AU PAKISTAN ENTRE 2025-2028	13
3.1 Cadre d'intervention proposé	13
3.2 Perspectives opérationnelles	14
3.3 Objectifs et moyens	17
ANNEXE 1. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU PAKISTAN.....	19
ANNEXE 2. PORTEFEUILLE ENGAGÉ À FIN 2024	20

1. LES PARADOXES PAKISTANAIS

1.1 Carrefour politique au bord de l'Indopacifique

Le Pakistan se situe au carrefour de l'Asie du Sud, de l'Asie Centrale et du Moyen-Orient, où se jouent les équilibres politiques, sécuritaires et économiques mondiaux. Puissance nucléaire, le Pakistan bénéficie d'une position géostratégique significative, qui constitue un levier important de ses partenariats économiques et diplomatiques. Longtemps porté par une forte croissance qui lui a permis de se maintenir comme pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le pays est aujourd'hui à la croisée des chemins et doit se réformer dans un contexte de fortes contraintes internes et de baisse des performances économiques. Face à la crise économique, le Pakistan cherche à diversifier ses partenariats internationaux non seulement en poursuivant son dialogue central avec le FMI, mais aussi avec les bailleurs asiatiques et du Golfe.

Les relations entre le Pakistan et l'Inde constituent un élément structurant de l'environnement stratégique régional. Elles connaissent périodiquement des phases de tension, comme en mai 2025 à la suite de l'attentat de Pahalgam au Jammu-et-Cachemire. La partition de 1947, marquée par des violences intercommunautaires et d'importants déplacements de population, continue d'influencer les perceptions et les dynamiques bilatérales. Certaines évolutions institutionnelles récentes, notamment la révocation en 2019 du statut spécial du Jammu-et-Cachemire, ont également contribué à redéfinir le contexte régional. Les restrictions commerciales persistantes entre les deux pays limitent par ailleurs le potentiel d'intégration économique.

Dans le même temps, la position géographique du Pakistan lui confère un rôle central dans les initiatives de connectivité régionale. Le China-Pakistan Economic Corridor (CPEC), lancé en 2015 par le président chinois dans le cadre des nouvelles routes de la soie, prévoit des investissements importants dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures de transport. Sa mise en œuvre s'inscrit dans un environnement économique et sécuritaire complexe et fait l'objet d'ajustements progressifs. À terme, ce corridor pourrait renforcer la connectivité régionale, faciliter les échanges et soutenir l'activité économique du pays.

La Chine est le premier créancier bilatéral officiel du Pakistan. Selon la dernière publication du FMI d'octobre 2024, en comptant les dépôts de la SAFE et les lignes de swap de la PBoC, la dette envers les créanciers chinois s'élèverait à 7% du PIB en décembre 2023 ou encore 9,3% du stock de dette publique. La dette envers les créanciers du Club de Paris est nettement inférieure, représentant 2,2% du stock de dette publique. Le Pakistan fait partie des dix premiers pays emprunteurs des deux banques publiques chinoises qui jouent un rôle central dans le financement international des projets d'infrastructure à l'étranger : la China Development Bank (CDB) et l'Exim Bank. La Chine a apporté un soutien financier au Pakistan, notamment via les dépôts de la SAFE en RMB (China State Administration of Foreign Exchange, environ 4 Mds USD à fin décembre 2023, source FMI 2024), et la ligne de SWAP de la PBoC en RMB (4,2 Mds USD, source FMI 2024). Selon Horn et al. (2023), la ligne de swap aurait été utilisée lors de périodes de pression sur la roupie en 2013. Elles ont été depuis renouvelées et augmentées.

L'identité islamique du pays est également l'un des axes de référence de sa diplomatie. Deuxième pays musulman le plus peuplé, principal voisin sunnite de l'Iran, le Pakistan est devenu un acteur majeur de la finance islamique. Il a établi des relations solides avec les institutions multilatérales et pays du Golfe (Conseil de coopération du Golfe, Banque islamique de développement) qui ont joué un rôle central lors des négociations avec le FMI. **Cependant le retour des talibans en Afghanistan, le conflit irano-saoudien et les sanctions états-uniennes envers l'Iran ont retardé la construction de projets énergétiques régionaux** comme la ligne électrique Asie centrale-Asie du Sud entre le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Pakistan, ainsi que le gazoduc TAPI (Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, Inde).

L'Union européenne, pour sa part, est le premier importateur de biens pakistanais (26%), dont 60 % de produits bénéficiant du système de préférences généralisées plus (SPG+) de l'UE, qui supprime les droits d'importation sur les biens en provenance de pays en développement. Parallèlement, la politique migratoire d'Islamabad visant à renvoyer certains réfugiés afghans afin que Kaboul puisse exercer une influence sur les groupes talibans pakistanais comporte des risques pour la stabilité internationale et peut compliquer la stratégie européenne de gestion des déplacements secondaires de populations.

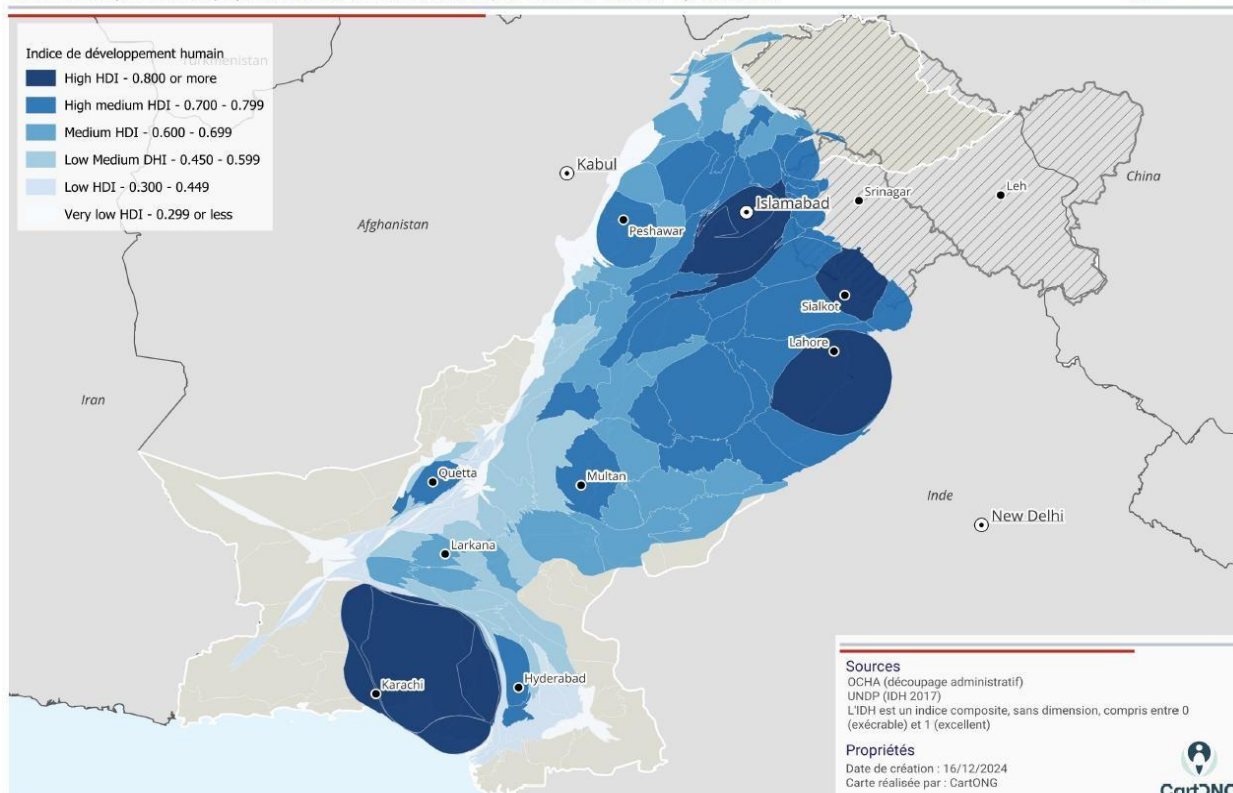
1.2 Un potentiel démographique insuffisamment exploité

Cinquième pays le plus peuplé au monde, de 33 millions d'habitants à l'indépendance en 1947 (hors Pakistan Oriental, actuel Bangladesh) à 80 millions en 1980, le pays compte 241 millions d'habitants en 2024. Le pays n'a pas su tirer profit de l'augmentation significative de sa population, du fait d'un faible investissement dans le capital humain. Malgré la transition démographique amorcée, le taux de natalité (31 ‰) reste soutenu tandis que le taux d'accroissement naturel rapide (2,3 %) surpasse la croissance économique, contribuant à maintenir 40% de la population dans la pauvreté (selon le seuil applicable au PRITI 3,65\$/jour). La jeunesse de la population pourrait être un atout majeur de développement puisque 64% de la population est âgée de moins de 30 ans. D'ici 2050 le pays pourrait atteindre 380 millions, soit un accroissement de plus de 1000% en un siècle.

Le pays a réalisé des avancées timides en matière d'ODD et de concrétisation de son programme Vision 2025 fixant les priorités nationales en matière de développement : son indice ODD progresse peu, voire se dégrade sur près de 40% des indicateurs. Le pays a reculé de la 146^e à la 164^e place en termes d'IDH entre 2014 et 2024 (0,540). Les dépenses publiques dans les secteurs sociaux (7% du PIB, 15 % des dépenses publiques), limitées par l'étroitesse des marges de manœuvre budgétaire sont insuffisantes pour lutter contre l'illettrisme (26 millions d'enfants non scolarisés) et les inégalités persistantes (GINI 0,31 en 2023). D'autres secteurs sont privilégiés telle la défense (20 % des dépenses publiques, 5% du PIB) et alors que la charge d'intérêts de la dette pèse sur le budget (20 % des dépenses publiques totales, 5% du PIB).

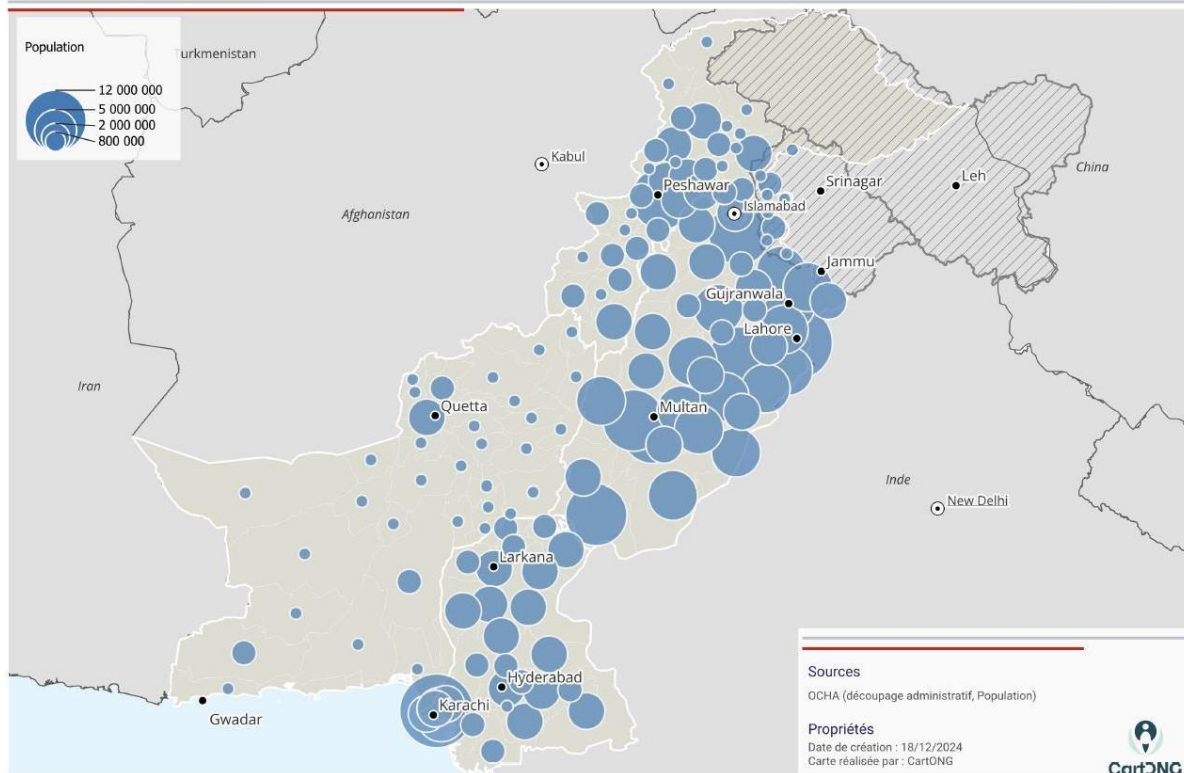
Pakistan - Anamorphose de la population et IDH

La taille de chaque district est proportionnelle à son nombre d'habitants, la variation de la couleur représente l'IDH

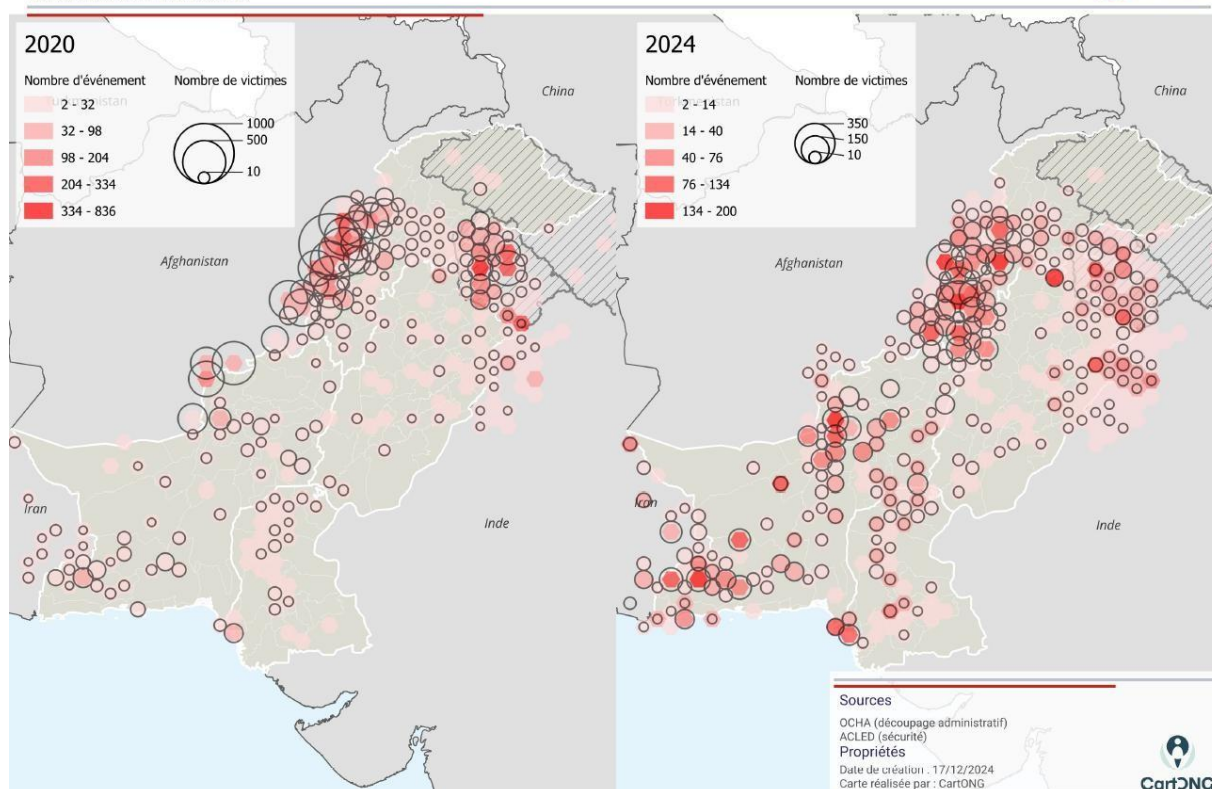


Certains programmes emblématiques ont été lancés et mis en œuvre, mais leur poursuite pourrait être affectée dans le cadre des mesures de priorisation budgétaires que le gouvernement peut prendre pour respecter le programme FMI voir encadré programme FMI page 8. Le Benazir Income Support Program visant à réduire la pauvreté a bénéficié à près de 7M de familles depuis 2008 et a été élargi sous le nom de Ehsaas Program en 2019. Dans ce cadre, 7M de femmes bénéficient de transferts monétaires directs mensuels avec le programme Ehsaas Kafalat. Le Ehsaas Interest-Free Loan Program propose des prêts sans intérêts pour les SMES. Pendant le COVID, une aide financière d'urgence directe a été fournie à 35% de la population.

Le Pakistan fait face à des défis importants en termes de distribution, d'accès à la nourriture et de sécurité alimentaire en raison d'une combinaison de facteurs économiques, environnementaux, politiques et sociaux. Le pays est classé 106^e/123 pays dans l'Indice mondial de la faim avec un score de 26 qui le place dans la catégorie « sérieuse », la 3^{ème} sur une échelle de 5 alors qu'il avait atteint « modérée », la seconde, en 2014 avec un score légèrement inférieur à 20. La situation s'est donc dégradée et 44% des moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (18 % d'entre eux souffrent d'émaciation) et 21% de la population est sous-alimentée. Selon le PAM (Programme Alimentaire Mondial), le pays est confronté à une crise alimentaire imminente dans les régions touchées par les inondations de 2022. Le Programme national de nutrition et la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition visent à améliorer la sécurité alimentaire via le renforcement des capacités agricoles, l'amélioration des infrastructures ainsi que le renforcement de la Sécurité sociale. En 2023, un million de femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié de transferts monétaires et d'un suivi nutritionnel via le programme Ehsaas Nashonuma.



L'accès aux soins de santé primaires reste limité avec seulement 55% de la population ayant un accès à des services de santé de base. Le pays souffre d'une pénurie de professionnels de santé (0,8 médecin pour 1 000 habitants) et son système de santé publique est sous-financé (2,5% du PIB). Le gouvernement a lancé des initiatives d'assurance santé comme le programme Sehat Sahulat en 2015, mais sa couverture reste limitée. Enfin, une résurgence de cas de poliomyélite a lieu or les campagnes de vaccination sont souvent prises pour cible par les groupes terroristes.



Si le Pakistan a pris un certain nombre d'engagements internationaux et nationaux clés en faveur de l'égalité de genre, le pays se classe 145e sur 146 dans l'indice de l'écart entre les femmes et les hommes à l'échelle mondiale (World Economic Forum). Bien que la Constitution indique que le Pakistan s'engage à éduquer les filles et les garçons jusqu'à l'âge de 16 ans, le taux d'alphabétisation du Pakistan est de 46 % pour les femmes et de 71 % pour les hommes. Le taux d'activité des femmes est de 22,2 % et 70% d'entre elles travaillent dans des situations de travail précaires. Les violences basées sur le genre et les pratiques traditionnelles préjudiciables constituent autant d'obstacles à leur autonomisation économique et sociale.

1.3 Des crises économiques cycliques

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) avec un PIB par habitant de 1660 USD en 2024, l'économie pakistanaise est la troisième de la région récemment devancée par le Bangladesh (PIB 375 Mds USD en 2024). Le pays expérimente des cycles répétés de crise économique en raison de ses déséquilibres externes et budgétaires, de sa forte dépendance externe en matière de financement et de la vulnérabilité de son économie face à des chocs externes – y compris les conséquences du changement climatique. Conséquence de ces cycles répétés de crises de balance des paiements, le pays fait très régulièrement appel au Fonds Monétaire international (FMI). De fait, il bénéficie d'un fort soutien historique du FMI, à travers plus de vingt programmes depuis 1958, dont le dernier a été octroyé en septembre 2024. Toutefois, le pays présente un historique de performance (*track record*) insatisfaisant dans le cadre de ces nombreux programmes FMI, qui n'ont souvent pas abouti ou n'ont pas été décaissés dans leur intégralité. Les mesures prévues dans le cadre du programme 2024-2027 sont ambitieuses, notamment sur le volet des recettes budgétaires et fiscales et des réformes envisagées pour apporter une réponse à la crise énergétique.

La situation **politique et l'organisation administrative** actuelle du pays laissent planer le doute quant à l'atteinte de l'ensemble des objectifs du programme du FMI. En parallèle la répartition des pouvoirs et des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces freinent les processus de décision et pénalisent la mise en œuvre des programmes de développement.

Le pays a traversé une crise économique généralisée en 2022, mais la situation s'est stabilisée depuis fin 2023.

Le Pakistan a enregistré une récession sur l'année fiscale 2022-2023 (-0,2%) en parallèle d'un dérapage budgétaire (déficit public à ~8% du PIB en 2022 et 2023), de tensions sur les réserves de change (à moins d'un mois et demi d'importations fin 2023), d'une inflation record (30% en moyenne sur 2023) et d'une forte dépréciation de la roupie (-40% face au dollar en deux ans). Le programme FMI 2016-2023 s'est terminé *off track* sans être décaissé intégralement, mais un court programme 2023-2024 et le nouveau programme 2024-2027 (7 Mds USD) devraient permettre d'aider à stabiliser la situation. Celle-ci montre des signes d'amélioration : croissance à 2,4% sur l'année fiscale 2023-2024 (et projetée à 3,2% selon le FMI sur 2024-2025), stabilisation de la roupie, modération de l'inflation (6,9% en septembre 2024), reconstitution des réserves de change (qui restent cependant faibles).

Le principal défi macroéconomique du pays demeure ses déficits jumeaux structurels : balance commerciale et budget public. La balance commerciale est structurellement déficitaire en raison de la forte dépendance aux importations, des coûts énergétiques élevés et de la faible compétitivité des exportations, très concentrées dans le textile (60 %).

Le secteur énergétique est particulièrement vulnérable, exposé aux fluctuations des prix des hydrocarbures et à la dette circulaire, aggravée par la sous-tarification de l'électricité et les pertes dans le réseau de distribution. Ces déficits jumeaux contribuent à une dette publique élevée et à d'importants besoins de financement, que le pays peine à couvrir sans recourir à des créanciers bilatéraux et des bailleurs internationaux.

Parmi les autres défis, le secteur informel représente 60 % de l'économie, limitant les recettes fiscales (10,5 % du PIB), tandis que la faible épargne, la pauvreté élevée et le climat des affaires peu attractif freinent les investissements et la croissance de la productivité.

1.4 Horizon après les inondations de 2022

Bien que le pays contribue faiblement aux émissions mondiales de GES – il occupe la 156e position en termes d'émissions/habitant (1%) - ces dernières devraient tripler d'ici 2030. De plus, l'intensité carbone de l'économie est plus élevée que la moyenne des PRITI. Les émissions proviennent en grande partie de l'élevage (22 %), de l'industrie et de la construction (14 %), de l'énergie (11 %), des transports (10 %).

Les risques environnementaux et l'impact des dommages climatiques induiraient une baisse de 18 à 20 % du PIB d'ici 2050 – une baisse de 9 % pouvant annuler les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Un niveau de pollution de l'air très supérieur au niveau jugé acceptable par l'OMS a été atteint en 2024.

Les Contributions déterminées au niveau national de 2021 du pays avaient fixé un objectif conditionnel cumulatif d'une réduction globale de 50 % de ses émissions projetées d'ici 2030 avec une réduction de 15 % à partir des ressources propres du pays et une réduction de 35 % sous réserve de l'octroi de subventions internationales. Pour atteindre cet objectif, le Pakistan visait 60 % d'énergies renouvelables. Si le pays s'était engagé à interdire les importations de charbon, il a depuis augmenté sa consommation et a amorcé la construction de centrales thermiques à charbon.

L'indice mondial du risque climatique place le Pakistan au 8e rang des pays les plus touchés par le dérèglement climatique. Tempêtes tropicales, fonte des glaciers et débordements de lacs glaciaires entraînant des crues soudaines et sécheresses constituent autant de menaces. Une hausse des températures entre 2,6° et 5,3 °C attendue d'ici la fin du siècle rendra plusieurs régions invivables et entraînera des déplacements massifs de populations. Entre 1990 et 2020, le pays a aussi connu 35 séismes qui ont coûté la vie à 144 000 personnes avec des dommages évalués à 5,3 Mds USD.

Les inondations de septembre 2022 ont mis en évidence, les vulnérabilités climatiques du pays (1/3 du pays inondé, 1700 décès, 15 % de la population affectée, 1,2M de personnes toujours déplacées). La perte de milliers d'hectares de cultures a affecté l'industrie textile qui représente 10 % du PIB et a mis à mal les perspectives de reprise de l'économie du Pakistan, où 40 % de la population dépend de l'agriculture. L'inflation sur les denrées

alimentaires a atteint 30%, affectant la sécurité alimentaire. La productivité agroalimentaire devrait baisser de 50% d'ici 2050 en raison du changement climatique, de la dégradation des terres, de l'utilisation excessive d'intrants chimiques, et du manque de R&D.

Les inondations de 2022 ont aussi démontré la faiblesse de la planification urbaine et de la gestion des ressources en eau, l'entretien inadéquat des infrastructures, les inégalités structurelles et la capacité limitée de réduction des risques de catastrophe. La population des zones urbaines, très exposée à la pollution et au changement climatique, passera de 37 % en 2020 à 60% en 2050.

Très actif au plan international sur la justice climatique, le Pakistan s'est illustré par son plaidoyer en faveur de la justice climatique lors de la COP 28 en 2023. Le gouvernement pakistanais présente le pays comme le « *Ground zero* » (épicerie) de la lutte contre le changement climatique et se positionne comme un leader dans les revendications relatives aux notions de pertes et préjudices.

2. BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-À-VIS DE LA FRANCE

2.1. Besoins de financement et positionnement des bailleurs de fonds

La mobilisation de la communauté internationale pour la construction d'un Pakistan plus résilient a été à la hauteur des besoins du pays. Les solutions proposées par les bailleurs concernant la réhabilitation des infrastructures publiques ont été adoptées (financement de projets présentant une rentabilité économique rapide et alignée sur les profils des prêts). Cependant, les inflexions attendues de la part des banques publiques pour répondre aux nouveaux défis de développement et leur financement dans un espace d'endettement souverain contraint, marquent la limite du modèle économique jusqu'ici adopté.

Ainsi, nos co-financiers bilatéraux et multilatéraux présents sur près de 80% des montants investis par l'AFD au Pakistan montrent des signes d'évolution de leurs engagements à la suite des inondations de 2022 et la priorité climat figure désormais chez tous les bailleurs.

Le 25e programme FMI au Pakistan

Le Pakistan est le 4ème débiteur du FMI (après l'Argentine, l'Ukraine et l'Égypte) et a un long historique d'interventions du Fonds, avec 25 financements octroyés depuis son adhésion en 1950.

En septembre 2024, le FMI a approuvé un prêt équivalent à 7 Mds USD dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility) pour une durée de 37 mois. Les priorités du programme portent sur : (i) la restauration de la crédibilité des politiques macro-économiques et une meilleure gestion des finances publiques, avec un objectif de relèvement des impôts dans les secteurs sous-taxés (agriculture) ; (ii) le soutien aux réformes pour accroître la productivité et la compétitivité en créant un environnement commercial plus favorable au secteur privé et aux IDE ; (iii) les réformes des entreprises publiques et l'amélioration des services publics, à travers des mesures de restructuration et de renforcement de la gouvernance, et la réduction des coûts du secteur énergétique pour en assurer la viabilité ; (iv) la résilience aux effets du changement climatique, en soutenant la mise en œuvre du Plan d'action sur la gestion des investissements publics climat (C-PIMA) et du Plan national d'adaptation. Compte tenu de l'ampleur des efforts de consolidation budgétaire nécessaires - objectif d'augmenter le ratio recettes fiscales/PIB de 3 points pour atteindre 13,4% du PIB en 2027 -, une attention particulière devra être portée sur les effets de l'ajustement sur les plus pauvres afin de ne pas compromettre l'acceptation sociale du programme, qui devra par ailleurs inverser la tendance à l'œuvre depuis 2018 de baisse des dépenses de santé et d'éducation.

Banque Mondiale : La Banque mondiale est le premier bailleur de fonds au Pakistan avec un financement de 1,5 à 2 Mds d'USD par an (hors SFI). Un nouveau cadre d'engagement groupe (CPF) a été validé par le conseil d'administration en janvier 2025. Ce document présente la stratégie de l'ensemble des guichets Banque Mondiale pour les 10 prochaines années (exercice budgétaire 2026 – 2035).

Ce cadre d'engagement s'articule autour de 6 objectifs principaux : (i) réduction des retards de développement à l'enfance ; (ii) réduction de l'illettrisme ; (iii) résilience face au changement climatique ; (iv) énergie propre et réduction de la pollution atmosphérique ; (v) accroissement des ressources publiques pour un développement

inclusif (vi) renforcement des investissements privés productifs. A ces secteurs d'intervention s'ajoutent deux dimensions transversales : (i) l'accès, à travers la connectivité numérique et les infrastructures de transport et (ii) la protection, à travers la mise en place de système de sécurité sociale et une meilleure inclusion financière.

Le CPF Pakistan 2026-2035 prévoit un financement de l'ordre de **35-40 Mds USD** pour l'ensemble des entités du groupe Banque mondiale sur la prochaine décennie. L'enveloppe indicative de prêts de la Banque s'élève à 20 Mds USD et se décompose de la manière suivante : (i) **14 Mds USD IDA** et (ii) **6 Mds USD IBRD**. L'enveloppe indicative de la SFI est comprise entre 15Mds USD et 20 Mds USD.

China Exim Bank & China Development Bank : les deux banques chinoises sont présentes au Pakistan essentiellement dans le cadre du China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) pour le financement de :

- Projets énergétiques (centrales & barrages)
- Infrastructure de transport : autoroute Peshawar-Karachi et modernisation du port de Gwadar hub stratégique du CPEC
- Zones économiques spéciales comme Rashakai et Dhabeji

Selon Boston University, les engagements financiers pour prêts de la CDB et d'Exim Bank aux entités publiques entre 2008 et 2021 (gouvernements et entreprises publiques) s'élèvent à 22,6 Mds USD constants 2021.

La Banque asiatique de développement (BAD) : Avec un volume de financement moyen de 1,5 Mds USD par an, la BAD est également un acteur majeur au Pakistan. Son activité se concentre autour de 4 secteurs : les infrastructures, l'énergie, le développement rural et l'atténuation des catastrophes naturelles. Un nouveau cadre d'intervention de la BAsD au Pakistan est en cours d'élaboration.

L'Union européenne (UE) : L'UE alloue environ 200 à 300 millions EUR par an pour des programmes de développement au Pakistan, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures d'énergie. L'Union européenne qui reste pour nous le principal pourvoyeur de subventions en mixage voire en délégation sèche ou en garanties a repris le cycle de ses comités internes après une longue phase d'élaboration des TEI et autres initiatives reposant sur les états membres dans le cadre de la stratégie Global Gateway.

U.S Agency for International development (USAID): au total USAID a accordé plus de 1,2 Md USD de subventions pour divers projets de développement au Pakistan entre 2011 et 2024. Ce montant a pu être augmenté comme en 2023 dans un contexte de crise humanitaire. L'AFD a financé en partenariat de l'USAID la réhabilitation des unités du barrage de Mangla. A la suite des annonces du Président Trump, pour le Pakistan la suspension de USAID concerne des projets d'aide d'une valeur de plus de 845 millions USD. Près de 40 grands projets sont directement affectés, dans des domaines divers : développement économique, agriculture, énergie, mais également santé, éducation humanitaire, démocratie, développement humain et gouvernance, Ces projets sont quasiment mis à l'arrêt, les acteurs locaux qui en bénéficiaient ne pouvant pas les poursuivre seuls. Ces décisions n'auront toutefois pas d'impact direct sur les projets financés par l'AFD.

JICA (Japan International Cooperation Agency) : La JICA n'intervient plus qu'en dons depuis 2019 à hauteur de 200 à 300 MEUR par an, elle reste un partenaire intéressant pour l'AFD en financements parallèles sur les sujets eau (renforcement des capacités des WASA du Punjab), santé (éradication de la polio) et énergie (lignes de transmission).

BID (Banque Islamique de Développement) : La Banque Islamique de Développement soutient également le Pakistan à travers des prêts conformes aux principes de la finance islamique. Elle se concentre sur les projets qui favorisent le développement durable, la réduction de la pauvreté ainsi que la promotion de l'infrastructure sociale et économique. Le volume de financement de la BID n'est pas publiquement connu, mais se situe autour de quelques centaines de MEUR par an. Des pistes de collaboration ont été identifiées dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la mobilité urbaine. Elles seront néanmoins conditionnées à des volumes d'engagement minimums (100MEUR par projet) et à l'acceptation par les autorités pakistanaïses des conditions tarifaires proposées par la BID qui n'est pas toujours jugée compétitive.

BEI : La BEI en l'absence de représentation au Pakistan et malgré l'accès prioritaire aux fonds de mixage européens, peine à concrétiser ses engagements datant de plusieurs années. Une récente mission de prospection pourrait ouvrir de nouvelles opportunités dans les secteurs de l'eau et des routes.

KFW : La KFW qui reçoit ses ressources du BmZ, s'est engagée à hauteur de 160 MEUR sur les 2 prochaines années uniquement en dons, l'éloignant des sujets infrastructures où elle était devenue un cofinancier de 1^{er} plan pour l'AFD. La KFW se concentrera ainsi sur 3 secteurs : i) Énergies renouvelables (solaire notamment) et climat, ii) santé et protection sociale, iii) développement économique (microfinance, formation professionnelle, appuis aux petites entreprises).

Le ministère du Plan a publié une série de documents de stratégie aux horizons 2025-2050 avec pour ambition de relancer une économie pakistanaise peu diversifiée où la part de l'informel atteint les 60% dans un contexte d'exposition accrue aux catastrophes naturelles. Les priorités du Gouvernement sont (i) le développement humain et le capital social, (ii) la croissance endogène et solidaire, (iii) la bonne gouvernance et la modernisation du secteur public, (iv) l'accès aux services de base, (v) la diversification de l'économie portée par le secteur privé avec un focus particulier sur l'agriculture (vi) la modernisation des infrastructures de transport et une meilleure connectivité régionale. À souligner que l'objectif de lutter contre la corruption qui était la marque du Gouvernement PTI (2018- 2022) ne figure plus aussi clairement. En août 2023, une facilité d'investissement portée par le Gouvernement sortant et l'armée – SIFC Special Investment Facilitation Council – avec les secteurs de l'agriculture et des mines comme priorités a été ouverte.

La nouvelle stratégie 2024-2029 : Uraan Pakistan (l'Envol du Pakistan)

Le « sommet du redressement » organisé à l'issue des inondations de 2022 a débouché sur l'élaboration du Plan National de transformation Economique (2024-2035) et du **cadre des 5E**, qui présente cinq piliers clés à la lumière desquels le 13e plan quinquennal 2024-2029 a été élaboré :

- Le développement des **Exportations**
- La digitalisation de l'économie et de l'administration (**E-Pakistan**)
- L'**Environnement** : adaptation au changement climatique, sécurité alimentaire et gestion de l'eau
- Le développement des **Energies** renouvelables, des infrastructures de transport et du secteur minier
- La promotion d'un Développement **Equitable**, de la résilience et de l'autonomie des populations

L'objectif de cette stratégie est de porter le PIB du Pakistan à 1 000 Mds USD en 2035.

2.2. Une relation bilatérale en reprise

La relation franco-pakistanaise, ancienne et fondée sur des échanges politiques réguliers, a été temporairement fragilisée en 2020-2021 à la suite d'événements sensibles ayant suscité des tensions publiques, entraînant des ajustements temporaires dans certaines activités françaises au Pakistan. Elle a été relancée le 10 février 2023 par un échange entre la Secrétaire générale du MEAE et son homologue pakistanaise, avec la signature d'une feuille de route actualisée pour la coopération bilatérale. La France vise à maintenir une relation stable, un dialogue politique régulier et à développer la coopération dans des domaines non sensibles. En décembre 2024, à l'occasion du One Water Summit à Riyad, le Président français et le Premier ministre pakistanaise ont convenu d'organiser des rencontres économiques à Paris pour préparer des projets concrets avant une future visite. Les secteurs prioritaires incluent l'énergie, l'agriculture, les machines-outils, le numérique et les nouvelles technologies.

Lors du sommet international pour un Pakistan résilient en janvier 2023, Emmanuel Macron a annoncé plusieurs mesures visant à soutenir le Pakistan à hauteur de 360MEUR après les inondations dévastatrices de 2022 dont les grands axes sont détaillés ci-dessous :

Aide humanitaire et financière, le président a annoncé l'octroi d'une aide humanitaire supplémentaire pour soutenir les populations affectées par les inondations ainsi qu'une aide à la reconstruction à long terme.

Renforcement des partenariats économiques, la France a exprimé son intention d'approfondir sa coopération avec le Pakistan dans les secteurs économique et commercial, notamment pour les secteurs de l'énergie, l'agriculture et les infrastructures.

Lutte contre le changement climatique, la France a affirmé son engagement à travailler avec les autorités pakistanaises sur des projets visant à améliorer la résilience face aux catastrophes naturelles et à renforcer la gestion de l'eau et des ressources naturelles.

Soutien à la gouvernance et à la stabilité, le président français a également mis l'accent sur l'importance de soutenir la gouvernance et la stabilité institutionnelle au Pakistan, stabilité jugée comme cruciale pour la région.

Partenariat mondial pour la résilience, le président a plaidé pour un partenariat mondial en faveur de la résilience, où la France s'engage à promouvoir une coopération internationale plus forte pour soutenir les pays vulnérables.

Dans le cadre de la **dernière feuille de route de la coopération bilatérale France-Pakistan** signée en février 2023, les deux pays ont réaffirmé leur engagement à renforcer un partenariat durable fondé sur des valeurs et principes communs, notamment le respect mutuel et l'égalité souveraine. Ils souhaitent développer des échanges réguliers et de haut niveau dans les domaines politique, économique et diplomatique, avec un accent particulier sur la coopération en matière de commerce, d'investissement et de développement durable. Ces partenariats visent à renforcer les liens en matière de science, technologie, éducation, culture et tourisme, en soutenant les projets conjoints et la mobilité académique.

Les deux pays s'engagent également à promouvoir l'égalité de genre, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles. En matière de défense et de sécurité, ils renforceront leur coopération contre le terrorisme et le crime organisé. La coopération bilatérale se poursuivra dans les domaines de la migration, de la lutte contre les stupéfiants et du respect des droits humains, avec un focus sur les initiatives multilatérales. Enfin, un dialogue sera engagé sur les enjeux du changement climatique, notamment en matière d'adaptation et de financement climatique, en renforçant les capacités techniques et en partageant des pratiques innovantes.

Le ministère de l'Économie (EAD) confirme sa volonté de voir l'AFD poursuivre ses financements dans les secteurs de l'énergie, eau, mobilité urbaine au bénéfice du gouvernement fédéral ou des provinces à même de s'endetter (notamment Punjab et Sindh). Par ailleurs l'EAD confirme son attente de la part de l'AFD pour le développement des opérations non souveraines.

2.3. Positionnement du groupe AFD

L'AFD s'est implantée au Pakistan en 2006 à la suite du séisme et du tsunami qui ont ravagé les pays de l'Océan Indien, dont le Pakistan fin 2004 ; sur la période 2006-2024 l'AFD a engagé environ 1,34Mds EUR.

Le portefeuille s'est constitué majoritairement de financement de construction et de réhabilitation de centrales hydro-électriques dans différentes régions du nord du pays. À partir de la fin des années 2010, deux nouveaux secteurs d'activités ont permis de diversifier le portefeuille : l'Eau et l'Assainissement (stations de traitement) et la mobilité (*Bus rapid transit* de Karachi et Peshawar).

Le dernier CIP publié en 2018 pour la période 2018-2022 mentionnait les objectifs suivants :

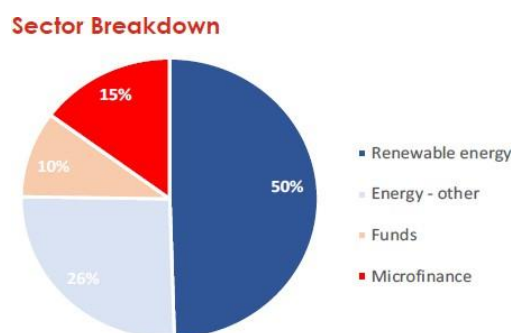
- **Concourir à la résolution de la crise énergétique** : l'investissement dans le secteur de l'énergie s'est poursuivi pendant la période de mise en œuvre de ce CIP (nouveau financement octroyé et fin de phase de réalisation de projet ancien)
- **Amélioration de la qualité des services en milieu urbain** : objectif réalisé grâce au financement et à la réalisation du BRT Peshawar (300k pers/jour) et l'instruction et le début de mise en œuvre des projets BRT Karachi et eau Faisalabad
- **Contribuer à la résilience des populations vulnérables et à la protection des territoires** : Objectif réalisé grâce au projet de résilience des populations dans le Gilgit Baltistan (access to basics services), dont l'instruction a pris du retard durant la crise Covid, finalement octroyé en novembre 2024 ; ainsi que la réallocation de fonds de certains projets pour répondre à la crise sanitaire de 2020-2022.

- **Diversification du portefeuille** : nouvelle concrétisation en 2024 marquant un nouveau tournant dans l'activité de l'AFD au Pakistan grâce à l'ouverture de deux nouveaux secteurs, la **santé** avec l'octroi d'un prêt de 55 MEUR sous forme de loan buy down avec la fondation Gates, et le **secteur privé** avec une ligne de crédit dédiée à l'efficacité énergétique octroyée à Bank of Punjab.

À la suite des inondations de 2022, le Président de la République a annoncé lors de la conférence de Genève (janvier 2023) une contribution de 360 MEUR de financements mis en œuvre par l'AFD. Au 31 décembre 2024 les engagements cumulés ont atteint 261 MEUR, auxquels peuvent être ajoutés le 1^{er} prêt polio cofinancé avec la FBG (50,5MEUR, entièrement décaissé) et la 1^{re} phase du projet d'appui à la santé et à la protection sociale dans le Khyber Pakhtunkhwa (KPK) également cofinancé avec la FBG (27,5MEUR).

Conformément aux engagements pris à Genève, l'instruction de projets complémentaires (dont deux projets dans le secteur de l'eau/assainissement qui viendront en substitution du prêt de politique Climat initialement envisagé) a débuté et se poursuivra en 2025. Il en sera de même pour la 2^e phase du projet d'appui à la santé et à la protection sociale dans le KPK également cofinancé avec la FBG (27,5MEUR).

Proparco est implantée depuis 2007 au Pakistan, comptabilisant 9 projets financés pour un engagement total de 134 MUSD essentiellement dans le domaine de l'énergie. Proparco intervient majoritairement sous forme de prêt, mais également sous forme d'equity et de garantie.



3. LA STRATEGIE DU GROUPE AFD AU PAKISTAN ENTRE 2025-2028

L'AFD intervient au Pakistan depuis 2006 et a engagé sur la période 2006-2024 environ 1,34Mds EUREUR. Sur la même période, les décaissements ont représenté 620 MEUR (dont 135 MEUR sur l'année 2024). Ramené au nombre d'habitants, cela représente donc environ 14 centimes d'euro par an et par habitant.

Conformément à la doctrine pour un endettement soutenable (dite « doctrine Le Maire ») qui s'applique au Pakistan, tout nouvel engagement souverain nécessitera d'obtenir une dérogation du ministre de l'Economie et des Finances français. Dans ce contexte et au regard de l'exposition significative de l'Agence au risque souverain pakistanais dans un contexte macroéconomique dégradé, **l'accent sera mis prioritairement sur le développement des activités non souveraines**. Les perspectives de développement des opérations souveraines demeureront limitées, avec une perspective de stabilité de l'exposition souveraine à horizon 2028.

3.1 Cadre d'intervention proposé

Pour la période 2025-2028, le Groupe AFD cherchera à contribuer au rebond économique et social du Pakistan après la crise qui l'a conduit au bord du défaut en 2023.

La finalité de nos activités se déclinera autour de deux objectifs stratégiques :

- Financer les infrastructures résilientes.
- Renforcer la résilience des populations à travers une approche intégrée.

Tout en veillant à la réalisation d'objectifs transversaux :

- Contribuer à l'agenda international sur le Climat et du cadre mondial de la Biodiversité.
- Promouvoir l'égalité de genre et lutter contre les inégalités.

Ainsi sous réserve d'un accord du Ministre chargé de l'économie pour les projets en prêts souverains conformément à la doctrine d'endettement souverain responsable, le Groupe AFD continuera à financer en priorité des projets avec de forts co-bénéfices climat (en moyenne 70%), en portant une attention particulière à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe (RRC).

L'adaptation au changement climatique pourra consister en l'accompagnement d'acteurs dans leur stratégie d'adaptation, **le développement de la finance climat et le dialogue sur les politiques publiques climatiques**. L'approche RRC pourra par exemple être appliquée en accompagnement d'un projet d'infrastructures, afin d'y intégrer la prévention des risques naturels (aménagement améliorant la résilience de l'infrastructure), la préparation à une gestion de crise efficace (mise en place de systèmes d'alerte et de dispositifs assurantiels) ou le développement d'une culture du risque (promotion de bonnes pratiques).

Bien que ne faisant pas l'objet d'un projet spécifiquement dédié, la préservation de la biodiversité restera au cœur de nos préoccupations, notamment sur les projets hydro-électriques.

3.2 Perspectives opérationnelles

Les années à venir seront mises à profit **pour renforcer les synergies entre les entités du Groupe** et offrir une réponse coordonnée et complémentaire aux demandes des contreparties (**exemple de l'appui au secteur textile et à sa mise aux normes E&S. Cf infra**).

À l'image des autres partenaires, l'AFD privilégiera le **passage à l'échelle des projets** en cours plutôt que l'ouverture de nouveaux champs d'activité. **L'AFD cherchera ainsi à concentrer ses interventions prioritairement sur les secteurs de l'eau-assainissement, de l'énergie et de la mobilité urbaine**, tout en œuvrant parallèlement à l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'agence concentrera ses activités sur les localités de Lahore, Faisalabad et Islamabad en mettant l'accent sur l'optimisation de la gouvernance et des performances techniques et commerciales tout en continuant à développer leurs capacités de production (Projet de STEP en cours à Faisalabad et nouveaux projets Babu Sabu à Lahore et Simly dam Islamabad). L'AFD pourra par exemple accompagner la résilience des localités et mettre en place des mesures de prévention des risques, par exemple aux côtés de la JICA qui intervient dans le secteur de l'eau.

Dans le secteur de l'énergie, l'AFD demeurera présente sur le volet production (en se concentrant sur la rénovation des ouvrages existants) et poursuivra le glissement progressif initié en 2023 vers les activités de transmission (NTDC...) et de distribution (Discos) de l'électricité qui représentent des gisements de productivité et d'efficacité importants (optimisation des réseaux, réduction des pertes techniques et commerciales). La résilience des infrastructures et l'accompagnement des acteurs (par exemple WAPDA) dans leur stratégie d'adaptation au changement climatique permettront d'embarquer les enjeux d'adaptation au sein des projets. Un projet de réhabilitation de centrale hydro-électrique pourra ainsi être l'occasion d'accompagner WAPDA dans la prise en compte des risques climatiques dans ses opérations et d'améliorer la résilience de ses barrages contre le risque de crue ou de glissements de terrain.

En ce qui concerne la mobilité et le développement urbain et la conservation du patrimoine, il s'agira d'accompagner jusqu'à son terme le projet de BRT en cours à Karachi et d'instruire la phase 2 du BRT de Peshawar dans le KPK ainsi que la réfection et le développement du tourisme sur le site du fort de Lahore. Un accent sera également mis sur l'amélioration de la qualité de l'air (à Lahore, Islamabad et Karachi) dans le prolongement du FEXTE accordé en 2024.

Afin d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations au changement climatique et aux catastrophes naturelles, l'AFD encouragera les investissements en matière de lutte contre le changement climatique en accordant un soutien aux initiatives qui présentent un intérêt pour le climat (sous forme de lignes de crédit qui seraient ciblées sur les secteurs de l'eau, des eaux usées ou de l'énergie qui restent des domaines d'investissement prioritaires pour l'AFD). La prévention du risque de catastrophe et l'adaptation pourront à la fois être intégrées aux projets sectoriels, ou faire l'objet de financement dédié.

Enfin, l'intégration des questions de genre, de promotion de l'égalité femmes-hommes et d'inclusivité en tant que composantes transversales de l'ensemble des projets demeurera une priorité.

Sous réserve que les conditions de sécurité permettent de continuer à assurer le suivi des projets, les activités de l'AFD devraient rester concentrées sur ses traditionnelles zones géographiques d'intervention : le Punjab (qui représente 54% de l'économie et 52% de la population), le Khyber Pakhtunkhwa (KPK, seule province à avoir adopté une politique Climat) ainsi que le Gilgit Baltistan.

Promotion de l'offre d'Expertise France

À date, Expertise France (EF) n'intervient pas aujourd'hui au Pakistan (hormis la mise à disposition d'une ETI auprès de l'UNESCO) et prépare sa stratégie d'intervention au Pakistan. Celle-ci se fondera sur l'identification des priorités des partenaires au Pakistan, de l'AFD, de l'Ambassade de France et de l'Union européenne en premier lieu. Les interventions sur les secteurs de la réduction des risques de catastrophes, de la résilience des populations et communautés au changement climatique et le secteur de l'énergie pourraient représenter des priorités à explorer à court terme.

¹ Ce projet repose sur les piliers suivants : gouvernance des risques de catastrophes promouvant une approche holistique et multi-acteurs, préparation aux risques majeurs à travers des capacités de réponse décuplées, mesures de prévention, incluant des solutions fondées sur la nature, et contingence.

Poursuite des opérations de Proparco

Compte tenu de la taille de l'économie pakistanaise, de ses nombreux défis de développement et du rôle significatif du secteur privé pour y répondre, Proparco entend intensifier son engagement au Pakistan dans les années à venir. La présence d'acteurs privés solides, dont l'activité est moins corrélée au risque souverain, constitue, dans le contexte macro-économique actuel, une opportunité clé pour renforcer cet accompagnement.

Les axes prioritaires d'intervention envisagés sont les suivants :

- Dans le secteur des infrastructures, le financement de la production d'énergies renouvelables a constitué le cœur de l'intervention de Proparco au Pakistan. Proparco continuera à soutenir ce secteur en portant une attention particulière au secteur de la transmission et distribution d'énergie qui est un secteur prioritaire pour évacuer l'énergie produite (actuellement concentrée dans certaines régions) et pour réduire les pertes techniques et financières importantes au Pakistan. Le financement d'autres infrastructures essentielles et durables pourra également constituer des axes d'intervention de Proparco (ex : télécoms).
- L'action de Proparco dans l'industrie comprend notamment les secteurs de l'agro-industrie, du textile et des industries lourdes. Ces secteurs présentent l'avantage d'être très mobilisateurs de main-d'œuvre (et donc pourvoyeurs d'emplois) et potentiellement porteurs de projets climat et de transition verte de certaines industries (décarbonation, efficacité énergétique, gestion durable des ressources, substitution d'énergies fossiles par des énergies vertes, etc). Au Pakistan, Proparco accompagnera en dette les meilleures entreprises dont le risque de crédit est faiblement lié au risque souverain, notamment dans les secteurs du textile et de l'agro-industrie exportatrice.
- Auprès des institutions financières, Proparco (i) poursuivra son action d'accompagnement d'institutions de microfinance de référence pour soutenir l'inclusion financière des femmes et réduire les inégalités socio-économiques, couplant financement et si nécessaire assistance technique sur les sujets innovants, (ii) explorera l'opportunité de déployer une activité de « trade finance » ciblée sur des secteurs clefs à fort impact pour faciliter les flux commerciaux internationaux avec le Pakistan.

Sous réserve de l'évolution de la situation politique pakistanaise, Proparco envisage de porter ses engagements au Pakistan à hauteur de 100 à 150 millions d'euros sur la période 2025-2028 (contre un total de 130 millions de dollars sur les 15 dernières années). Pour atteindre ces objectifs, Proparco pourra s'appuyer sur des partenaires stratégiques, notamment l'IFC, particulièrement active au Pakistan, avec un volume d'activité dépassant 2 milliards de dollars pour l'exercice 2024. En jouant un rôle complémentaire à celui de l'AFD, dont l'action est actuellement limitée par la situation macro-économique du pays, Proparco pourra ainsi adopter une posture proactive et renforcer l'impact de son intervention au Pakistan.

3.3 Objectifs et moyens

- Développement des prêts non souverains bonifiés ou non

Une mission effectuée en mai 2022 a permis d'identifier plusieurs contreparties tant dans le secteur financier (National Bank of Pakistan, Bank of Punjab, State Bank of Pakistan) pour des lignes de crédit vertes ou du cofinancement de projets d'infrastructure, que dans le secteur de l'énergie (Wapda pour la production, NTDC pour la transmission ou certains opérateurs de distribution).

L'AFD cherchera ainsi à mobiliser des outils de mixage et/ou de de-risking auprès de l'UE, ou par exemple à mobiliser des outils comme TCX permettant de prêter en monnaie locale. De même il sera exploré la possibilité de proposer des garanties (partielles ou totales) à des opérateurs qui peuvent emprunter sur les marchés internationaux (comme WAPDA qui a émis en 2021 un EUROBOND de 500 MEUR sur les marchés internationaux).

Le développement des activités non souveraines pourrait générer un volant d'activité d'environ 80 MEUR à 100 MEUR par an (volume qui sera cependant contraint par la limite unitaire de contrepartie fixée à 100MEUR dans les conditions actuelles de risque).

- Maintien d'une offre limitée de financements souverains

L'AFD maintiendra une offre (toutefois limitée) de financements souverains des grands projets d'infrastructure et cherchera à développer les cofinancements afin de bénéficier de l'effet d'entraînement des grands partenaires ou de favoriser le positionnement des entreprises françaises. Ces prêts, désormais systématiquement assortis d'une commission d'engagement, pourront être mixés avec des dons de l'UE ou de partenaires (notamment dans le cas des projets dans les secteurs sociaux pour lesquels l'AFD ne sera pas nécessairement compétitive face aux conditions IDA).

Co-financements (WB, BASD, UE, BID, KFW) dans la continuité de l'approche développée depuis 2008, l'AFD poursuivra sa stratégie d'adossement aux grands partenaires financiers (Banque Mondiale & Banque Asiatique) notamment en ce qui concerne les grands projets d'infrastructure (BRT de Peshawar ou de Karachi). De nouveaux partenariats seront explorés (par exemple avec l'AIIB ou la Banque Islamique de Développement dans le secteur de l'eau-assainissement).

De la même manière, l'agence continuera de mobiliser les fonds de l'UE dans le cadre de la TEI et de la Global Gateway. Une collaboration pourrait être développée en appui à la mise aux normes environnementales et sociales du secteur textile qui devra se conformer d'ici la fin de la décennie aux nouvelles exigences de l'UE.

Par ailleurs les perspectives de co-financement avec la KFW (principal partenaire européen) devraient être plus réduites à l'avenir compte tenu des nouvelles orientations de cette dernière qui devrait concentrer ses activités sur d'autres secteurs (cf. infra §2.1).

En dépit du contexte économique et sécuritaire et du retrait de certaines d'entre elles plusieurs entreprises françaises ont ainsi marqué leur intérêt pour se positionner sur les projets qui pourraient bénéficier à l'avenir de financements du Groupe AFD. Une étude détaillée a été conduite pour le secteur eau et assainissement directement auprès des entreprises françaises pour évaluer leur capacité à se positionner sur de futurs appels d'offres financés par l'AFD. Ce travail pourra être affiné, en lien avec le service économique, et répliqué aux autres secteurs d'intervention.

Cette appétence pourrait donner lieu à des montages en co-financement avec la DG Trésor (prêts du Trésor, Fasep), notamment dans les secteurs de la mobilité urbaine, de l'eau ou de l'assainissement (exemple du projet Babu Sabu de STEP à Lahore pour lequel le Service économique de l'Ambassade a montré son intérêt de principe). L'agence continuera à mobiliser l'outil FEXTE déjà utilisé à plusieurs reprises dans les secteurs de la qualité de l'air, de l'eau, de la mobilité urbaine ou des industries culturelles et créatives.

L'appui au développement des activités de smart monitoring mises en œuvre par les entreprises de distribution d'eau ou d'électricité permettra également de valoriser les savoir-faire français en pointe sur ces sujets.

Mobilisation des fondations

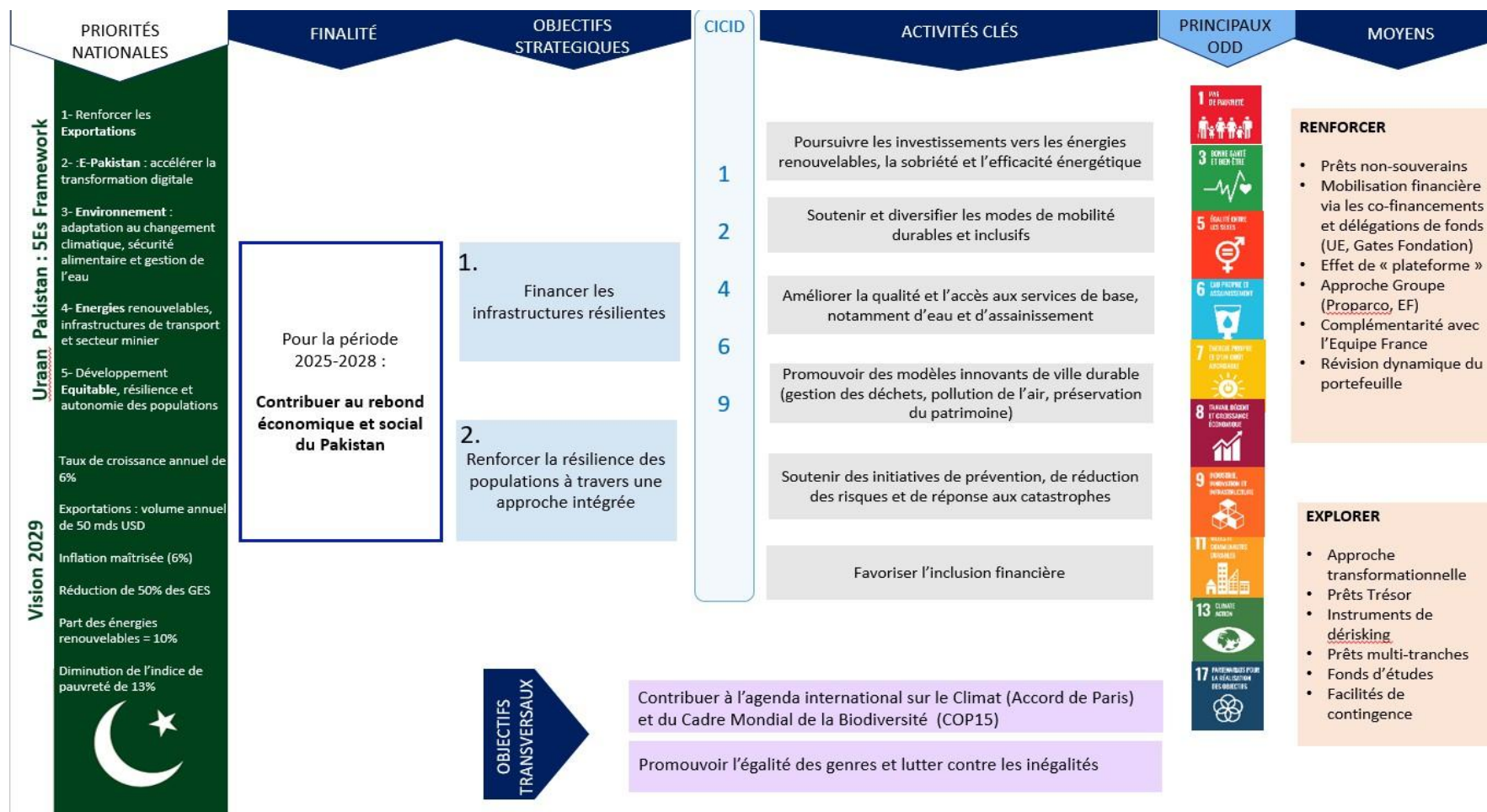
Enfin, conformément à la stratégie de mobilisation des partenariats, et en capitalisant l'expérience acquise avec les deux premières opérations cofinancées avec elle en 2023 (Polio) et 2024 (Appui à la résilience des systèmes de santé et des populations dans l'ouest du Pakistan), l'agence examinera la possibilité de poursuivre de manière opportuniste son partenariat avec la Fondation Bill Gates notamment en ce qui concerne les secteurs sociaux. Parallèlement l'agence continuera à développer le partenariat avec l'Aga Khan, notamment dans le Gilgit Baltistan.

Volumes de financements souverains envisagés

Compte tenu du contexte macro-économique (au Pakistan, mais également en France) et des contraintes (Doctrine d'endettement soutenable, bonifications, compte de réserve souverain) un scénario de stabilité de l'exposition est envisagé concernant les nouveaux engagements souverains.

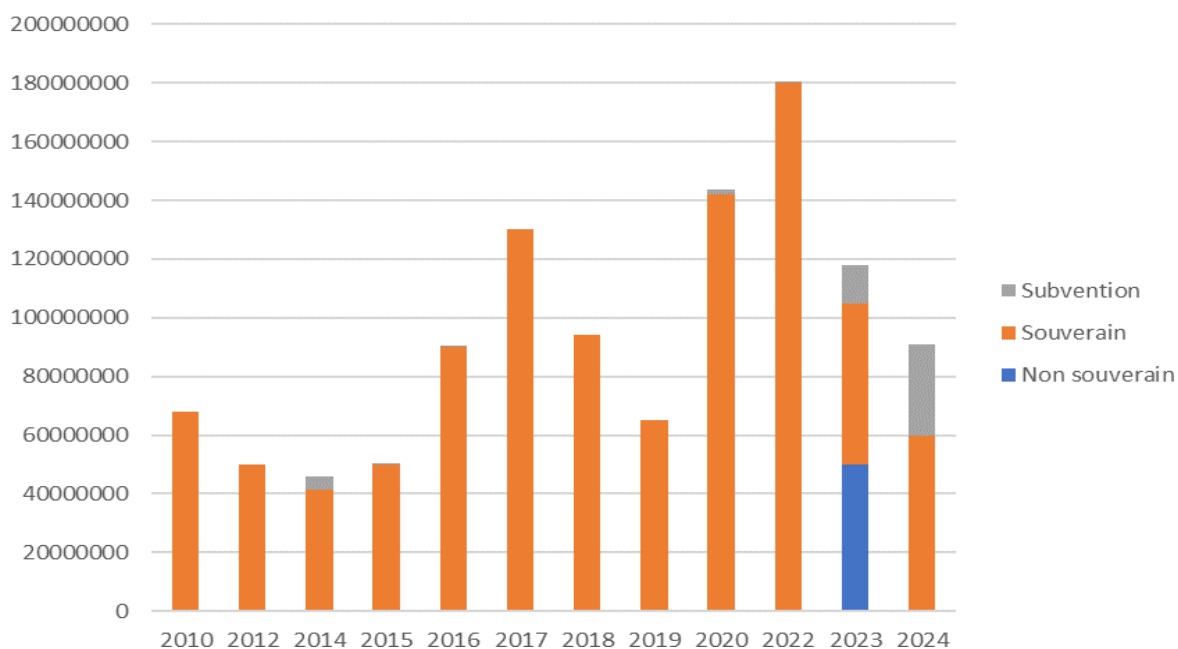
Sous réserve de l'autorisation du ministre de l'Economie et des finances et de l'identification d'un intérêt pour les entreprises françaises, des engagements souverains minimaux permettraient i) de préserver les capacités futures d'intervention en finançant les études techniques de futurs projets d'investissement, ii) de compléter le cas échéant le budget de projets en cours dont le plan de financement n'est plus assuré en raison des surcoûts constatés, et iii) de financer le cas échéant de nouveaux projets.

ANNEXE 1. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU PAKISTAN



ANNEXE 2. PORTEFEUILLE ENGAGÉ À FIN 2024

Historiques des engagements par années



Engagements par secteurs

